

DÉLIBÉRATION N° DEL-110-2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DE LA SÉANCE DU 7 DECEMBRE 2023 A 18H30

Salle culturelle et de séminaire G. RISTERUCCI (1^{er} étage) de la Halle au Blé,
située 1 place Xavier Jourdain 68130 ALTKIRCH.

Sous la présidence de Monsieur Gilles FREMIOT, Président,

Date de la convocation : 1^{er} décembre 2023

Étaient présents : (56)

Mesdames et Messieurs, Fabienne BAMOND, Joseph BERBETT, Doris BRUGGER, Jean-Pierre BUISSON, François COHENDET, Jean-Claude COLIN, Danielle CORDIER, Gilles FREMIOT, Sylvain GABRIEL, Madeleine GOETZ, Christian GRIENENBERGER, Annick GROELLY, Gérard GROELLY, Eric GUTZWILLER, Sabine HATTSTATT, Matthieu HECKLEN, Rita HELL, Jean-Luc HEUDECKER, Bertrand IVAIN, Nicolas JANDER, Stéphanie KELLER, André LEHMES, Michel LERCH, Clément LIBIS, Véronique LIDIN, Agnès LORENTZ, Jean-Marc METZ, Estelle MIRANDA, Eliane OSINSKI, Olivier PFLIEGER, Régine RENTZ, Denis REY, Fabienne REY, Georges RISS, Philippe RUFI, Fabien SCHOENIG, Raphaël SCHMIDLIN, Christophe SENGELIN, Nathalie SINGHOFF, Gilbert SORROLDONI, Rémi SPILLMANN, Dominique SPRINGINSFELD, Antoine STAMPFLER, Isabelle STEFFAN, Patrick STEMMELIN, Céline STEVANOVIC, Paul STOFFEL, Christian SUTTER, Aurelio TOLOSA, Jean-Luc WAECKERLI, François WALCH, Hervé WERMUTH, Fernand WIEDER, Chantal WISS, Joseph-Maurice WISS, Jean ZURBACH.

Étaient excusés et étaient représentés par leurs suppléants :

Madame Anne-Marie BIANCOTTI et Monsieur Michel PFLIEGER.

Étaient excusés et ont donné procuration de vote : (10)

Madame Danièle BACH a donné procuration à Monsieur Dominique SPRINGINSFELD,
Madame Nathalie BUCHER a donné procuration à Monsieur Paul STOFFEL,
Madame Danielle BUHLER a donné procuration à Madame Fabienne BAMOND,
Monsieur Thierry DOLL a donné procuration à Monsieur Jean-Marc METZ,
Madame Delphine FELLMANN a donné procuration à Madame Nathalie SINGHOFF,
Monsieur Serge GAISSER a donné procuration à Monsieur Clément LIBIS,
Madame Isabelle PI-JOCQUEL a donné procuration à Monsieur Gilles FREMIOT,
Monsieur Jean-Claude SCHIELIN a donné procuration à Madame Eliane OSINSKI,
Monsieur Stéphane STALLINI a donné procuration à Madame Régine RENTZ,
Monsieur Jean WEISENHORN a donné procuration à Monsieur Christian SUTTER.

Étaient excusés sans représentation : (11)

Madame Agnès HARNIST et Messieurs Bernard BUBENDORF, Michel DESSERICH, Stéphane DUBS, Jean-Claude EGGENSPILLER, Bernard FANKHAUSER, Jean-Marie FREUDENBERGER, Germain GOEPFERT, Georges HEIM, Christian LERDUNG, Hervé WALTER.

Étaient non excusés : (11)

Mesdames et Messieurs Bertrand AITA, Antoine ANTONY, Pierre BLIND, Yann DILLMANN, Hugues DURAND, Ginette HELL, Fabien ITTY, Didier LEMAIRE, Georges SCHOLL, Marielle THOMANN, Philippe WAHL.

CREATION D'UNE FORMATION SPECIALISEE « SANTE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL » OBLIGATOIRE

Nombre de conseillers

En exercice : 88– Présents : 56 – Procurations : 10 – Absents : 22 – Exclus : 0

Le Président indique que, pour les collectivités et les établissements publics territoriaux dotés de leur propre comité social territorial, la création d'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail obligatoire dès lors qu'elles emploient au moins 200 agents.

Cette formation est dénommée « formation spécialisée du comité ». Sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés directement par le comité social territorial, la formation spécialisée est compétente pour connaître des questions relatives :

- à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène et à la sécurité des agents dans leur travail ;
- à l'organisation du travail ;
- au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques ;
- à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes.

Comme le comité social territorial, la formation spécialisée comprend des représentants du personnel et des représentants de l'administration.

Le nombre de représentants du personnel titulaires et suppléants siégeant au sein de la formation spécialisée doit être le même que le nombre de représentants titulaires et suppléants du personnel siégeant au comité social territorial auquel il est rattaché, à savoir :

- 4 représentants titulaires du personnel, désignés, par les organisations syndicales concernées, parmi ses titulaires ou suppléants siégeant au comité social territorial ;
- 4 représentants suppléants du personnel, librement désignés par les organisations syndicales siégeant au comité social territorial parmi les électeurs éligibles.

Ces désignations auraient dû intervenir dans un délai d'un mois à compter de la proclamation des résultats des élections professionnelles du 8 décembre 2022. Il convient donc de régulariser cette création.

Le nombre de représentants titulaires et suppléants du collège élu siégeant au sein de la formation spécialisée ne peut pas excéder le nombre de représentants désignés par les organisations syndicales. Ce nombre peut, néanmoins, être inférieur. Il est ainsi proposé que l'autorité territoriale puisse désigner :

- 4 représentants titulaires du collège élu, désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents relevant du périmètre du comité social territorial auquel la formation spécialisée est rattachée ;
- 4 représentants suppléants du collège élus, également désignés par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents relevant du périmètre du comité social territorial auquel la formation spécialisée est rattachée.

Le président de la formation spécialisée du comité sera désigné par l'autorité territoriale parmi les membres de l'organe délibérant désignés en tant que représentants titulaires de l'administration siégeant au sein de la formation spécialisée.

Il est également proposé de donner voix délibérative au collège élus. Ainsi, l'avis de la formation spécialisée serait considéré rendu dès lors qu'auraient été recueillis, d'une part, l'avis des représentants du personnel et, d'autre part, celui des représentants des élus.

Les domaines de compétences et les modalités d'action de la formation spécialisées sont détaillés dans le règlement intérieur du comité social territorial et portés à la connaissance des agents.

Lors de sa séance du 30 novembre dernier, le Bureau a émis un avis favorable.

Le Conseil de la Communauté de Communes,

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 32-1, 33-1 et 33-2 (*articles L251-9, L252-8, L252-9 et L253-6 du code général de la fonction publique à compter du renouvellement général des instances fin 2022*),

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, notamment l'article 28,

VU le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

VU la délibération n° DEL-054-2022 en date du 14 avril 2022 fixant le nombre des représentants titulaires du personnel membres du comité social territorial,

CONSIDERANT que les collectivités et les établissements publics territoriaux employant 200 agents au moins doivent instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein de leur comité social territorial,

VU l'avis favorable du Bureau en date du 30 novembre 2023 ;

VU l'avis favorable du Comité Social Territorial en date du 6 décembre 2023 ;

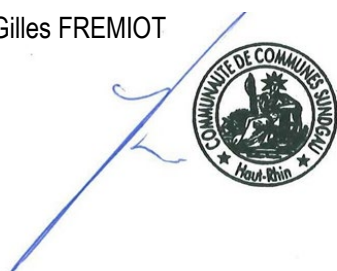
Après en avoir délibéré à l'unanimité,

FIXE le nombre de membres de la formation spécialisée de la manière suivante :

- 4 représentants titulaires du personnel ;
- 4 représentants suppléants du personnel ;
- 4 représentants titulaires de l'administration ;
- 4 représentants suppléants de l'administration.

DONNE voix délibérative au collège des représentants du collège élus siégeant au sein de la formation spécialisée du comité.

Pour extrait conforme
Altkirch, le 8 décembre 2023
Le Président
Gilles FREMIOT



Certifié exécutoire après :

- transmission en Préfecture le 14/12/2023
- affiché le 14/12/2023
- publié sur le site internet le 14/12/2023

Monsieur Benoît KENNARD
Directeur Général des Services
Secrétaire de séance

